

« Les entreprises demandent avec force de l'aide »

CARLO SANGALLI
Président
de Confcommercio

Propos recueillis par O. T.

Carlo Sangalli, le représentant des entreprises commerciales italiennes, demande un moratoire sur les paiements des impôts, comme dans les cas de catastrophe naturelle.

Quel est l'impact économique de l'épidémie de coronavirus ?

Milan et la Lombardie sont le cœur économique de l'Italie. Elles représentent respectivement 10 % et 22 % du PIB national. Il est évident que l'apparition de l'épidémie de Covid-19 en Lombardie, dans lequel se situe un foyer de contagion, est en train de provoquer des contrecoups pour tout le système économique italien. En particulier, pour les 450 entreprises de la « zone rouge » paralysée par sa mise en quarantaine.

Quelle que soit sa taille, cela signifie un effondrement de son chiffre d'affaires. Cela ne peut pas durer, sans quoi sa survie est en jeu. Évidemment, la « zone jaune » qui comprend Milan, même si elle n'est pas placée en quarantaine, subit aussi d'importants impacts économiques, qui dérivent souvent de comportements irrationnels provoqués par une psychose. Des secteurs clés de l'économie comme le tourisme, les transports, l'hôtellerie, la restauration et leurs filières de production font face à de sérieuses difficultés. Le niveau des pertes va d'une annulation complète du chiffre d'affaires à des baisses de 40 à 50 %.

Quels sont les secteurs les plus touchés ?

En moyenne, les hôtels milanais font face à des annulations de réservations de l'ordre de 50 %. La clientèle la plus touchée est celle des voyages d'affaires liés aux grands événements ou grandes foires nationales ou internationales qui ont été reportés ou annulés. Il s'agit de pertes quotidiennes de 3 millions d'euros uniquement pour la

ville de Milan. Les agences de voyages accusent également des pertes sérieuses, et l'activité de celles organisant des voyages d'affaires ou scolaires est complètement paralysée.

Concernant la restauration, la baisse est de l'ordre de 40 % à 50 % avec une probable aggravation de la situation. Mais la psychose provoque également d'autres comportements irrationnels comme la course vers les magasins pour se procurer des produits de première nécessité. La grande distribution a enregistré une hausse de ses ventes de 30 % à 40 %. Dans les épiceries, les achats de pain ou de viande ont progressé jusqu'à 45 %. Ces chiffres sont évidemment destinés à revenir à la normale avec la diminution des effets psychologiques provoqués par la propagation de l'épidémie.

Quelles mesures est-il nécessaire d'adopter pour limiter son impact économique négatif ?

Les entreprises demandent avec force de l'aide, d'autant plus que beaucoup d'entre elles travaillaient avec la Chine, ou bien certaines activités étaient gérées par des entrepreneurs chinois. C'est tout un patrimoine économique qui est en partie paralysé et menacé par cette crise sanitaire.

Il faut intervenir rapidement pour empêcher des dommages irréparables avec des conséquences sociales qui sont difficiles à prévoir. Le gouvernement semble aller dans la bonne direction. Le ministre de l'Économie est en train d'élaborer un décret-loi pour établir un moratoire du paiement des contributions fiscales et des remboursements de prêts comme c'est le cas suite à des catastrophes naturelles. De nouvelles ressources seront mises à la disposition des PME. Il faudra également prévoir des indemnités pour les travailleurs autonomes. Une coordination avec les institutions européennes, mais aussi internationales, à commencer par le FMI, est indispensable. ■

« Le niveau des pertes va d'une annulation complète du chiffre d'affaires à des baisses de 40 à 50 % »

Intervista a Carlo Sangalli - «Le imprese chiedono a gran voce aiuto»

